



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

répression d'actions militantes

Question au Gouvernement n° 1804

Texte de la question

RÉPRESSION D'ACTIONS MILITANTES

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Des citoyens réquisitionnent vingt-sept portraits d'Emmanuel Macron ? Vingt-deux gardes à vue, seize perquisitions et quatorze convocations à procès. Des militants à Bure luttent contre l'enfouissement des déchets nucléaires ? Une cinquantaine de procès, une vingtaine de perquisitions, vingt-six interdictions de territoire, une association de malfaiteurs. Vous frappez les lanceurs d'alerte écologistes ; nous les félicitons. Bravo à eux qui lancent l'alerte partout dans le pays !

Retirer des portraits présidentiels pour les déplacer là où le Gouvernement soutient de grands projets inutiles ? C'est une idée amusante pour quiconque a un peu d'humour. Mais M. Macron ne rit qu'à ses propres blagues.

S'autoproclamer champion de la terre avec un sens du ridicule achevé, notre Président sait le faire, mais il ferait mieux de dire directement, comme Trump, que l'urgence écologique n'existe pas ! En comparaison des politiques anti-écologistes du Président, dérober une photographie est particulièrement modéré. Mais la majorité compte traîner les militants d'Action non-violente COP21 en justice. Quelle horreur ! Ils ont osé toucher le saint portrait de Sa Grâce présidentielle. J'espère qu'au moins ils ont participé au grand débat pour ne pas aggraver leurs crimes de lèse-majesté.

L'heure n'est pas à arrêter ces citoyens qui œuvrent pour l'intérêt général. Elle est à punir ceux qui ne font rien alors que vous détruisez nos milieux de vie. L'urgence est de combattre les puissances de l'argent et leurs représentants politiques. M. Macron a oublié que, de la répression de Bure à la Montagne d'or en Guyane, en passant par le soutien au nucléaire et aux pesticides, les vrais dangereux sont ceux qui détruisent notre avenir. Le casseur de la planète, c'est lui ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Vous devez être tenus pour responsables de l'inaction écologique de l'État. Vous devez être tenu pour responsable de la continuation de ce modèle que vous défendez, monsieur le ministre de la transition écologique. Confier vos états d'âme dans la presse n'est pas à la hauteur de la situation. Vous êtes déprimé, monsieur de Rugy ? Allez donc retirer quelques portraits présidentiels des mairies, cela met en joie, paraît-il ! (*Rires sur les bancs du groupe LR.*) Je me demande si vous vous déciderez enfin à poursuivre les vrais responsables du désastre qui s'annonce. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. En tant qu'élu de la République ou responsables politiques, nous devons être conscients de la symbolique des gestes dans le

contexte actuel. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Chacun voit bien la symbolique de l'attaque, dans des mairies, contre le portrait du Président de la République. Celui d'aujourd'hui est Emmanuel Macron mais, depuis toujours, les présidents de la République ont leur portrait affiché dans toutes les mairies, car elles sont les cellules de base de la République française. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et UDI-Agir.*)

Chacun a conscience du contexte actuel, où l'on s'attaque violemment aux institutions de la République, comme en témoignent les événements de ces dernières semaines, où l'on s'attaque aux policiers qui défendent l'ordre public, où l'on s'attaque au droit de manifester, auquel vous devriez être attachés.

Mme Mathilde Panot. Ne nous faites pas la morale !

M. François de Rugy, ministre d'État. Vous devriez d'ailleurs être à nos côtés pour défendre le droit de manifester pacifiquement dans notre pays et d'être protégés contre les casseurs ou les gens qui commettent des dégradations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. -Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Bien sûr, vous me répondrez que c'est moins grave. Comme par hasard, les personnes qui ont agi ainsi ont tout de même pris la peine de revêtir un gilet jaune.

Mme Mathilde Panot. C'est vous, le malfaiteur !

M. François de Rugy, ministre d'État. La symbolique est claire.

Madame Panot, vous devriez être à nos côtés.

Mme Mathilde Panot. Jamais !

M. François de Rugy, ministre d'État. Du moins pourrions-nous travailler ensemble pour défendre le climat, réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Le spectaculaire de certaines actions cache bien mal le vide des propositions. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous parlez du grand débat ?

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1804

Rubrique : Justice

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [27 mars 2019](#)